



## « Travailleurs, sauvons-nous nous-mêmes »



La vague de chaleur de la côte ouest de l'Amérique du Nord fait des centaines de victimes. A l'autre bout du monde, à Madagascar, un million de personnes sont menacées de famine par une sécheresse qui a détruit toutes les récoltes.

Les conséquences du réchauffement climatique frappent avant tout les classes populaires et les populations des pays pauvres. Exactement comme pour la pandémie.

La bourgeoisie et les dirigeants des états riches, les maîtres du monde... ne maîtrisent rien du tout. Au milieu des catastrophes qui s'accumulent, ils ne visent qu'à défendre leurs privilèges et leurs richesses.

Pour eux, une sécheresse, c'est l'occasion de spéculations sur les denrées alimentaires, conduisant à des flambées de prix mortelles pour les populations.

De même, en Afrique, en Asie, des milliards de personnes n'ont pas accès aux vaccins, vendus prioritairement aux pays capables de payer les prix exorbitants imposés par les

grandes firmes pharmaceutiques. Parmi les actionnaires de ces firmes, certains ont désormais rejoint la liste des milliardaires. Et comme l'avaient prédit les responsables de l'Organisation Mondiale de la Santé, les virus qui prolifèrent dans les pays pauvres reviennent sous forme de variants qui obligent déjà certains pays riches à se re-confiner.

De la même façon, les climatologues du GIEC ont averti en vain des risques liés au changement climatique. Mais pour les gouvernements, le climat et l'écologie ne sont que de nouveaux prétextes pour arroser d'argent leurs groupes capitalistes et les soutenir, notamment contre leurs concurrents chinois.

Les constructeurs automobiles espèrent que les mesures d'interdiction des anciens véhicules, qui sont prises dans de nombreuses villes européennes, comme Bruxelles, les aideront à créer un marché rentable pour leurs véhicules électriques. Mais pour le profit des actionnaires, ce changement de technologie s'accompagne d'attaques brutales contre les travailleurs avec des fermetures d'usines et des centaines de milliers de suppressions d'emplois.

De leur côté, les groupes capitalistes de l'énergie, comme Engie ou EDF, reçoivent des subsides pour remplacer les centrales nucléaires par des centrales au gaz qui émettent encore plus de CO2 que des millions de véhicules.

Le capitalisme, fondé sur l'exploitation du travail humain, sur la concurrence aveugle, sur la course au profit maximum, ne rend possible aucun plan d'ensemble, que ce soit pour lutter contre la pauvreté, le changement climatique ou les virus.

Ainsi, on va de catastrophe en catastrophe. Incapable d'éteindre l'incendie, la classe capitaliste verse de l'huile et en rallume constamment d'autres. Le feu finit par gagner toute la maison et met en danger la survie même de l'espèce humaine.

Les discours des gouvernements sur l'écologie et le développement durable ne servent qu'à masquer comment les capitalistes vivent en parasites de la société et dépendent des États. Par contre, c'est aux travailleurs qu'est présentée la facture.

Le gouvernement belge dépense 13 milliards dans ses plans de relance destinés aux entreprises ? Le FMI applaudit, mais appelle ce même gouvernement à faire des économies au détriment des malades, des pensionnés, des chômeurs et des fonctionnaires.

Les travailleurs ont-ils la capacité de se défendre face aux attaques des patrons et des gouvernements ? Oui. Face aux crises économiques, climatiques, sanitaires qui se succèdent, la classe capitaliste révèle qu'elle n'est guidée que par l'appât du gain le plus féroce et le plus aveugle.

A l'opposé, les intérêts des travailleurs coïncident avec les besoins fondamentaux de l'humanité. Les travailleurs sont la seule force sociale qui lutte contre le chômage et la pauvreté, en s'opposant aux licenciements. Et ce sont aussi eux qui soignent, qui produisent les vaccins, qui sont toujours en première ligne parce que tout dépend de leur travail.

C'est en prenant politiquement conscience de leur rôle indispensable dans l'économie que les travailleurs peuvent trouver la capacité de s'unir et de surmonter la division utilisée par les patrons. S'unir avec les travailleurs des autres pays, avec les travailleurs étrangers, sans papiers, pour lutter contre le chômage en imposant la répartition du travail entre tous, en prenant sur les profits des capitalistes, c'est une nécessité.

Mais c'est aussi le seul moyen pour les travailleurs de prendre conscience de leur force et de s'organiser pour exproprier les capitalistes et faire fonctionner l'économie sur base des besoins de l'ensemble de l'humanité.

## **Qui a accepté l'accord interprofessionnel ?**

A la CSC, 300 permanents ont voté... à la place des travailleurs et sans leur demander leur avis. Et à la FGTB ? On prétend y comptabiliser des millions de voix, sauf que les affiliés n'ont pas été consultés. En fait, ce sont les permanents qui disposent de "leurs" affiliés à leur guise. Alors, là non plus, ce ne sont pas les affiliés qui ont pris la décision !

Cet "accord", accepté dans le dos des travailleurs, ne les engage pas. Et peu importe ce que disent les directions syndicales, il va falloir se

mobiliser pour sauver notre pouvoir d'achat !

## **Diviser pour faire accepter l'inacceptable**

Par contre, les médias francophones semblent bien mieux renseignés par l'appareil syndical que les travailleurs syndiqués sur les dessous de la décision. D'après leurs informateurs dans l'appareil syndical, ce seraient les « voix flamandes et bruxelloises » qui auraient permis une majorité en faveur de la signature... à 0,05% près ! Diviser les travailleurs entre francophones et flamands, c'est une vieille méthode de la bureaucratie syndicale pour tenter de masquer ses concessions au patronat et aux gouvernements.

Aucun travailleur n'est pour le gel, voire une baisse des salaires, ni dans le sud, ni dans le nord du pays !

## **Augmentation des prix**

Le prix du pétrole flambe, tout comme les prix de l'énergie en général : gaz (+16%), mazout (+22%), électricité (+8,4%) ! Les salaires doivent suivre !

## **Nos fins de mois difficiles font leur fortune**

Selon le « World Wealth Report » d'une société de consultance, la Belgique compte 900 millionnaires en dollars de plus en 2020, par rapport à 2019. 133 000 personnes se partagent ainsi une fortune financière estimée à 286 milliards d'euros, un montant qui a augmenté de 2,4% en pleine crise, alors que la création de richesses a reculé de 6% en 2020.

Ces gens-là ne contribuent en rien à la société, ce sont des parasites.

Et les travailleurs qui font tout tourner devraient accepter de nouveaux sacrifices au nom de la crise ?! Aux riches de la payer, c'est leur crise, pas la nôtre !

## **La « relance » sur le dos des travailleurs**

Outre la non-augmentation des salaires, l'accord interprofessionnel prévoit la possibilité pour les patrons de faire prester jusqu'à 120 heures supplémentaires par an, en plus des 120 (ou plus, en fonction des CCT) déjà autorisées. De plus, ces heures supplémentaires « de relance » seront défiscalisées et exonérées de cotisations sociales, augmentant le déficit des caisses sociales.

Cette possibilité pour les patrons de pressurer encore plus les travailleurs et piller encore un peu plus les caisses de la sécurité sociale, relancera peut-être les profits, mais certainement pas l'emploi. Pour ça, il faudrait faire le contraire : répartir le travail entre tous, sans perte de salaire et en prenant sur les profits !

## **Le plan de relance de De Croo : arroser les riches**

Le gouvernement De Croo élabore son plan de relance post-covid pour l'économie belge. Comme d'autres gouvernements, il compte recevoir plusieurs milliards de l'Europe, c'est-à-dire des impôts payés par les travailleurs européens.

Les ministres des gouvernements fédéral et régionaux parlent de « mesures sociales » et de « crédits d'impôts » pour les travailleurs mais c'est de la poudre aux yeux.

Comme lors des autres programmes de relance de ces

### ***Lutte Ouvrière a pris le relais de La Voix des Travailleurs***

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1

avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

quarante dernières années, le gros du pactole sera pour les patrons sous forme de cadeaux fiscaux et de subventions pour leurs recherches et équipements.

Mais les grosses entreprises arrosées, notamment dans le secteur digital, ont affiché des milliards de profits pendant la crise. La fortune des plus riches a fortement augmenté au cours de cette crise.



Au lieu de prendre l'argent des travailleurs pour le donner aux patrons et aux grandes firmes, il faut aller le prendre dans la poche des actionnaires qui se sont enrichis sur notre dos. Seule la force des travailleurs pourra l'imposer car les politiciens ne sont que les valets des patrons.

## Le plan du FMI pour la dette publique belge

En 2020, la dette publique belge a augmenté d'une centaine de milliards d'euros, notamment du fait des cadeaux fiscaux et des aides accordées aux entreprises pendant la période de confinement.

Le Fond Monétaire International qui défend les intérêts des créanciers (dont les banques) s'inquiète de la capacité de l'Etat belge à rembourser sa dette. Il préconise d'augmenter certaines taxes comme l'impôt foncier et d'accroître le taux d'emploi.

Derrière ces conseils techniques, il s'agit en fait de préparer d'autres attaques contre les travailleurs en forçant les chômeurs à accepter n'importe quel emploi à des salaires toujours plus bas et en créant plus de concurrence entre les travailleurs pour faire chuter nos salaires. Les nouvelles taxes seront payées par les travailleurs car les riches

disposeront de conseillers pour les contourner.

Ce n'est pas aux travailleurs de payer pour la crise et les cadeaux que les gouvernements font aux patrons. Il faut en discuter et se préparer à défendre collectivement notre niveau de vie face à des politiciens qui vont nous enfoncer toujours plus dans la misère pour servir les patrons.

## Zéro coti pour zéro effet

Depuis 2016, les entreprises ne doivent plus payer de cotisations sociales pour le premier travailleur embauché. Et cela à vie ! Selon la cour des comptes, cette mesure a coûté plus d'un milliard d'euros (plus que le double du montant annoncé), sans pour autant créer d'emplois. En fait, les patrons n'ont plus payé de cotisations sociales pour les travailleurs qu'ils auraient de toute façon embauchés, voire en remplacement d'un vrai emploi.

En vérité, cela est vrai pour toutes les subventions distribuées au nom de l'emploi. Et pendant que les caisses de la sécurité sociale se vident, les profits gonflent.

Les cadeaux aux entreprises au nom de l'emploi ont assez duré. Pour que tout le monde puisse gagner sa vie en travaillant, il faut répartir le travail entre tous, en prenant sur les profits.



## Pas les mêmes rêves

Paul Magnette a exprimé, dans une lettre à la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, son souhait de voir le « Plan de relance » de l'Union européenne pérennisé.

Ceux qui critiquent le capitalisme, voire qui veulent le renverser, Magnette les appelle des "rêveurs". Arroser le patronat pour l'éternité, voilà ce qui fait rêver Magnette.

## Puma en demi-finale

Sur les 24 équipes nationales, 9 sont équipées par Nike, 8 par Adidas et 4 par Puma. S'ils sont prêts à passer des contrats de 50 millions d'euros et plus avec certaines équipes nationales, c'est que les maillots des vainqueurs se vendent. Quelles équipes passent en quart, puis en demi-finale est donc une question de très gros sous.

Dans le match de demi-finale Puma contre Adidas, Puma est passé en finale, goooooaaal !

## Grève chez BPost

Mercredi 30 juin, la quasi-totalité des agents du bureau de poste de Zaventem ont fait grève. Il y a un tel manque d'effectifs face à la hausse du nombre de colis que certains facteurs travaillent 11 à 12 heures par jour pour finir les tournées... en étant payés 7h36 !

Des millions de paquets ont été livrés pendant la pandémie (670 000 par jour, rien que par BPost). Les Amazon, Colruyt (Collishop) et autres écoulent leurs marchandises qui leur rapportent tant et tant grâce aux employés de BPost, UPS, DHL, PostNL...

Quand leur patience sera à bout pour de bon, il faudra bien que ces grandes entreprises payent plus pour que leurs colis arrivent chez les clients !

## Grève chez Carrefour

Les travailleurs de plusieurs supermarchés Carrefour à Bruxelles et dans le Brabant wallon ont débrayé le 25 juin. Ils ont appris que la direction ne maintenait pas la (toute) petite hausse des chèques repas accordée pendant le confinement.

Le dividende que le groupe versera aux actionnaires en juillet, a, lui, doublé par rapport à l'année passée. La voracité des actionnaires sur le dos des travailleurs ne passe plus.

## Actualité locale – La Louvière

### Puéricultrices : la couche est pleine !

Les puéricultrices des crèches communales de La Louvière et de Morlanwelz ne décolèrent toujours pas. Le 28 juin, elles participaient à une action pour se faire entendre, la 3<sup>ème</sup> depuis avril.

Ces travailleuses sont en première ligne depuis le début du Covid pour accueillir les enfants, mais le sous-effectif rend le travail très pénible. Elles protestent contre le non-remplacement des collègues qui partent en retraite ou qui tombent malades. Les journées consistent à courir de 6h30 à 18h, sans pouvoir passer du temps avec les enfants. « C'est du travail à la chaîne ! » dénoncent-elles. Elles réclament l'embauche immédiate de 4 puéricultrices, un nombre minimum pour les 4 crèches de la région.

L'Office National de l'Enfance avait promis un financement de 300 000 euros, sur lequel seuls 28 000 euros ont été versés selon le permanent syndical de la FGTB.

Les autorités communales promettent à leur tour de « chercher des solutions » pour les embauches, mais, comme le rappelle le permanent syndical, les dépenses de la ville sont soumises au contrôle du Centre d'aide aux Communes.

Les gouvernements déversent leur plan de relance sur les entreprises, mais il n'y a pas d'argent pour les enfants et celles qui s'en occupent !

### Et ce n'est qu'un début...

Combien de puéricultrices pourrait-on embaucher avec le montant des honoraires d'avocats ? Une question pour le bourgmestre de La Louvière, qui doit se défendre devant le tribunal contre le promoteur de la Strada. Wilhelm & Co réclame 63 millions € d'indemnités pour son projet avorté, en y incluant le

dédommagement des bénéficiaires que les loyers allaient lui rapporter...

Gobert présentait le Partenariat Public Privé avec les promoteurs de la Strada comme un moyen de revitaliser le Centre et de créer des emplois.

Mais inviter des requins à sa table n'est pas la bonne manière de remplir le frigo.

### Le "coût vérité" d'une poubelle

La commune de La Louvière augmente la taxe déchets de 15% et supprime les sacs gratuits. Cette hausse s'ajoute à la hausse de l'impôt communal qui est passé en 2020 de 8,5 à 8,8% de l'impôt qu'un habitant de la commune paye à l'Etat.

La majorité du collège communal justifie cette hausse par l'obligation pour la commune de faire porter à la population le "coût vérité" du traitement des déchets.

Il serait en effet intéressant de connaître le véritable coût de ce traitement et à quoi précisément l'argent public est utilisé dans cette intercommunale, de même que le véritable coût pour la commune du sauvetage des banques ou du projet avorté de la Strada !

### Après eux le déluge... des déchets

Oui, la production des déchets est démente. Qui ne s'est pas déjà dit cela en rentrant des courses ?

Mais qui en est responsable ? Ce sont les grandes entreprises comme Coca Cola, Carrefour, etc... qui ont remplacé les bouteilles consignées par des bouteilles en plastique pour une question de coût. Ce sont elles qui ont remplacé le personnel de la fromagerie et de la boucherie par des fromages et viandes préemballés dont une partie finit à la benne...

Le coût environnemental, à tous les niveaux, les entreprises l'ont laissé à la charge des classes populaires dans le

monde entier pour faire plus de profits.

Il est temps qu'on débarrasse la planète de ces irresponsables !

### L'austérité près de chez vous

Le premier ministre De Croo demande aux communes de contribuer au plan de relance à hauteur de 2 milliards d'euros.

Les finances communales étaient déjà exsangues avant le Covid, et entre les baisses fiscales des commerces fermés et les hausses des dépenses des CPAS, la pandémie n'a rien arrangé.

Où les communes iraient chercher ces 2 milliards pour arroser les patrons ? Dans les budgets des crèches, écoles, casernes de pompiers ? Une augmentation supplémentaire du prix des sacs poubelles ? Pas d'accord !



### Rien pour les soins, tout pour le capital

Le gouvernement flamand prépare un décret qui permettra aux établissements sociaux et de soin des communes et CPAS (notamment les homes pour personnes âgées) de créer des entreprises chargées de certaines de leurs tâches et dans lesquelles les fonds privés peuvent entrer jusqu'à 49%. Bref, on fait un pas important en direction de la privatisation des CPAS pour que les capitalistes puissent profiter de « l'or gris ».

De cette façon, les capitalistes affronteront encore mieux la prochaine pandémie. Mais certainement pas les personnes âgées, ni leurs proches, ni le personnel qui les soigne !

## **Si les prix augmentent, les salaires doivent suivre**

Vivaqua, l'intercommunale des eaux de Bruxelles, veut augmenter ses tarifs de 15% en 2022. L'un des motifs invoqués est que cela serait nécessaire pour payer les investissements de rénovations des infrastructures et de l'égouttage.

Mais pourquoi ce serait toujours aux travailleurs de payer !? L'Etat débloque des millions d'euros en soutiens et cadeaux aux entreprises mais n'aurait pas assez d'argent pour entretenir les réseaux d'eau ?!

## **Banque sangsue**

Les agences bancaires ont presque disparu du paysage, les distributeurs de billets se font également plus rares, et voilà que la banque ING annonce la fin de la gratuité du compte en ligne (qui n'inclut aucun service au guichet). Il coûtera désormais 22,80 euros par an.

De plus, ING est la première banque (et certainement pas la dernière) qui prélève désormais 0,50 € par retrait, y compris à ses propres distributeurs (les autres étaient déjà payant).

Nous avons payé et payons toujours pour leur spéculation irresponsable en 2008 ; les taux d'intérêts sont en-dessous de l'inflation ; nous faisons nous-même le travail des employés de banque licenciés, à partir de nos PC, tablettes et smartphones... C'est la population qui paye pour les banques !

Pour que les banques servent aussi la population, il faudrait qu'elles ne soient plus sous le contrôle des actionnaires, mais sous le contrôle démocratique des

employés des banques et de la population !

## **Fraude fiscale : UBS s'en tire bien**

La banque suisse UBS a signé une transaction pénale avec la Justice belge, elle accepte ainsi de payer 50 millions d'euros à la Belgique pour mettre fin aux poursuites pénales auxquelles elle fait face depuis 2014 pour avoir aidé pendant des années des milliers de contribuables belges à frauder le fisc grâce à des comptes en Suisse.

Si la chambre du conseil entérine cet accord, aucun procès ne sera intenté contre UBS.

50 millions d'euros est une somme dérisoire pour UBS qui est la plus grande banque de gestion des fortunes du monde et qui avait déjà été condamnée pour les mêmes raisons en 2019 en France, à une amende de 3,7 milliards d'euros, ainsi qu'en 2009 à 780 millions de dollars aux autorités américaines, et à près de 300 millions d'euros à l'Allemagne en 2014.

De plus, en 2019, la Justice belge avait conclu une transaction pénale dans une affaire semblable qui impliquait 2 450 Belges ayant caché de l'argent chez HSBC à Genève. A l'époque, le montant de la transaction était chiffré à 294,4 millions d'euros.

Une preuve de plus que les riches n'ont pas à craindre la soi-disant "Justice" et que la fraude fiscale a encore de beaux jours devant elle.

Pour contrôler où va l'argent produit par les travailleurs, la seule solution est le contrôle des comptes par les travailleurs eux-mêmes !

## **RTL, l'info en réclame**

RTL Group a vendu sa filiale RTL Belgium pour 250 millions d'euros aux groupes Rossel (Le Soir, Sudpresse, Vlan) et DPG Media (VTM, Het Laatste Nieuws et De Morgen entre autres). Avec ce rachat Rossel et DPG Media mettent la main sur 40% du marché des annonces publicitaires en Belgique.

C'est d'ailleurs là l'essentiel de l'intérêt de cette opération. L'information et les journalistes ne sont pour ces riches actionnaires, que sont Christian Van Thillo et Patrick Hurbain, que des marchandises destinées à placer leurs publicités et assurer leurs profits.

## **Venez à notre rencontre !**

Des militants de Lutte ouvrière seront présents en juillet sur les marchés du Hainaut.

Venez nous rencontrer, ce sera l'occasion de discuter entre travailleurs de la situation, et de la riposte nécessaire à opposer aux attaques des patrons et du gouvernement.

### **Lundi 12 juillet :**

Marché de Quaregnon  
Marché de Strépy-Bracquegnies  
Marché de Jumet

### **Mardi 13 juillet :**

Marché de Soignies

### **Mercredi 14 juillet :**

Marché de Haine Saint Pierre

### **Jeudi 15 juillet :**

Marché de La Louvière  
Marché de Monceau sur Sambre  
Marché de Jemappes

### **Vendredi 16 juillet :**

Marché de Houdeng-Aimeries  
Marché de Mons

### **Samedi 17 juillet :**

Marché de La Louvière

## **Réunions publiques :**

**A Anderlecht,**  
jeudi **15 juillet à 19H**  
au GC de Rinck,  
place de la Vaillance 7.

**A Thieu,**  
vendredi **16 juillet à 19H,**  
Salle Le Relais, place Hardat-Thieu

## Grève des sans-papiers : des travailleurs se battent pour leurs droits



Les travailleuses et les travailleurs sans papiers ont entamé, il y a plusieurs semaines, une grève de la faim. Ils sont encore 400 à mettre leur vie en danger pour défendre leur droit le plus élémentaire : la régularisation de leur situation. Car le fait d'être illégal les met à la merci des patrons qui les font travailler 13 à 14h par jour pour un salaire entre 2 et 5 euros de l'heure... s'ils sont payés. Car le patron peut toujours menacer de les dénoncer à la police s'ils osent se défendre.

Leur lutte concerne tous les travailleurs. Car les patrons pousseront toujours l'exploitation le plus loin possible et l'exploitation infâme que subissent les migrants est le reflet de ce qui attend l'ensemble des travailleurs s'ils se laissent faire.

Seuls des travailleurs unis, avec ou sans papiers, pourront combattre l'offensive patronale. Ils travaillent ici, ils vivent ici, ils restent ici ! La moindre des choses est de les régulariser !

## Toujours plus loin dans l'indécence

La situation devient critique pour les travailleurs sans papiers qui font une grève de la faim depuis plus de 40 jours. Chaque jour, ils sont plusieurs à être hospitalisés. Ils sont plusieurs à s'être cousu les lèvres pour montrer leur détermination.

Mais ce qui est le plus révoltant, c'est l'attitude de tous les partis politiques des gouvernements, dont

aucun n'est capable d'affirmer qu'ils doivent être régularisés. Tous, sans exception, acceptent de les abandonner à leur sort. Ils se cachent derrière des excuses bidon, comme le fait que la régularisation n'était pas prévue dans l'accord de gouvernement. Et de fait, ils s'alignent derrière l'extrême droite et sa démagogie anti-migrants abjecte.

Cela contribue à faire progresser encore plus les idées racistes et nationalistes. Ces partis, incapables de s'opposer à la bourgeoisie, n'ont plus d'autre option que d'utiliser les migrants comme boucs émissaires.

Cette société capitaliste montre chaque jour un peu plus sa vraie apparence, inhumaine, qui préfère risquer de laisser crever des travailleurs plutôt que de leur donner des papiers.

Pour combattre ces idées nauséabondes, nous devons affirmer des valeurs de solidarité et lutter ensemble pour la dignité de tous les travailleurs et travailleuses.

## Les élections régionales en France

L'abstention record lors des élections régionales en France a montré le désintérêt des travailleurs pour cette compétition des politiciens qui se succèdent au pouvoir, ou prétendent y accéder comme le Rassemblement national, pour gérer les affaires de la bourgeoisie.

Et cette course pour les places apparaît encore plus dérisoire après des mois de pandémie qui ont pesé avant tout sur les classes populaires et alors que les travailleurs sont de plus en plus confrontés à une offensive brutale de la classe capitaliste.

Il n'y a qu'à voir les licenciements, les fermetures d'entreprises, les baisses de salaires et d'allocations de chômage et l'aggravation des conditions de travail.

Il est à souhaiter que cette indifférence, voire ce dégoût du monde du travail face aux politiciens bourgeois se transforment en colère et en combativité de la classe ouvrière pour revendiquer des conditions d'existence

dignes, à commencer par un emploi et un salaire pour tous.

Mais il faut que cette colère se tourne non contre les marionnettes politiques interchangeables mais contre les vrais détenteurs du pouvoir, la classe capitaliste qui possède les capitaux, les usines et les banques.

## Lutte ouvrière dans les élections régionales



Lutte ouvrière s'est présentée aux élections régionales en France en mettant en avant un programme qui défend l'idée qu'il faut arracher à la classe capitaliste, sans utilité sociale et pourtant riche, les moyens qui permettent de financer le maintien de tous les emplois par la répartition du travail entre tous sans perte de salaire.

Les listes Lutte ouvrière sur l'ensemble de la France ont obtenu 320 000 voix, soit à 100 voix près, le même nombre qu'aux élections régionales de 2015 et le double par rapport aux élections européennes de 2019.

Le maintien des voix en faveur des listes "Lutte ouvrière – faire entendre le camp des travailleurs", alors que l'abstention record a fait chuter le nombre de voix dans tous les partis, du Rassemblement national aux partis de gauche, est un gage pour l'avenir.

Ce score même modeste témoigne de la permanence dans le monde du travail d'un courant politique qui affiche comme objectif le renversement du pouvoir de la grande bourgeoisie et la direction de la société à ceux qui la font vivre et fonctionner par leur travail.

## Chine : du parti des révolutionnaires à celui des milliardaires

*Depuis le 28 juin, le régime chinois fête le centenaire du parti au pouvoir, le Parti Communiste Chinois (PCC). Comment une dictature de milliardaires exploitant féroce-ment la plus nombreuse classe ouvrière du monde peut-elle s'intituler communiste ?*



Haikou, sur l'île de Hainan, fréquentée par les milliardaires chinois

Le PCC fut fondé en 1920 par une poignée d'intellectuels gagnés aux idéaux de la Révolution russe, c'est-à-dire à l'idée que le système capitaliste avait fait son temps et que la classe ouvrière devait se battre pour le pouvoir, y compris dans un pays économiquement arriéré comme la Russie ou la Chine de l'époque.

Cette première période du PCC s'acheva en 1927 par une terrible défaite. Des milliers d'ouvriers révolutionnaires et de militants communistes furent massacrés par les nationalistes de Chiang Kai-Shek, alors même que la direction du parti, obéissant aux consignes de l'Internationale stalinienne, leur avait demandé de soutenir ce général nationaliste. Le parti, ou plutôt les survivants, se coupa alors en deux. Une minorité suivit le dirigeant historique Chen Duxiu, rallié aux thèses de Trotsky, et tenta de continuer à militer coûte que coûte dans la classe ouvrière et donc dans les villes. Beaucoup périrent sous les coups de la répression nationaliste. Une autre partie, d'où émergea bientôt un certain Mao Zedong, se replia dans les campagnes pour tenter de constituer une armée révolutionnaire de paysans.

Il fallut 22 ans à Mao pour prendre les villes et donc le pouvoir. Pour mouvementées que furent ces 22 années, pleines de péripéties et de retournements politiques, il y eut tout de même une constante : jamais la classe ouvrière n'intervint, jamais plus le PCC dirigé par Mao ne tenta de l'organiser, de s'appuyer sur elle pour aller vers la révolution sociale.

C'est-à-dire que sous Mao, le PCC ne se comporta jamais en parti communiste. En allant à la campagne, en rompant avec les villes et donc avec la classe ouvrière, le PCC se transforma en parti nationaliste. Concurrent de celui de Chiang Kai-Shek, offrant un visage d'honnêteté face à un pouvoir corrompu et vermoulu, au fond il n'en défendait pas moins le même ordre social bourgeois.

En 1949, Mao entra dans les villes à la tête d'armées venues des campagnes, sans qu'il y ait une quelconque mobilisation prolétarienne. Le fait que le nouveau régime se tourna provisoirement vers l'URSS dut beaucoup plus au blocus des États-Unis qu'à la volonté des nouveaux dirigeants.

En 1972, Mao se réconcilia officiellement avec Nixon, le président américain. Dès lors, la Chine s'ouvrit prudemment, puis rapidement, aux capitaux des pays impérialistes et finit par détenir une part considérable de la production et des marchés mondiaux, permettant la naissance d'une pléiade de milliardaires et d'une multitude d'exploiteurs.

Les circonstances historiques, principalement le retard de la révolution mondiale dû à la contre-révolution stalinienne, firent que la bourgeoisie chinoise a grandi sous l'aile d'un État estampillé communiste et pas sous celle d'un Louis XIV ou d'un Cromwell. L'immensité du pays et de ses ressources, une fois débarrassé de ses structures médiévales, les énormes moyens de l'État né de la révolution paysanne, le jeu de balance entre l'URSS des bureaucrates et l'impérialisme, donnèrent à la bourgeoisie chinoise la possibilité de s'affirmer.

Elle partage toutefois avec ses devancières occidentales l'honneur d'avoir elle-même donné naissance à ses fossoyeurs, les centaines de millions de prolétaires chinois, la plus grande armée de la classe ouvrière mondiale.

*Extrait du Journal français Lutte ouvrière du 2 juillet 2021*

## Italie : lutter pour ne pas subir

*Cet article est traduit de la lettre d'information de nos camarades italiens qui éditent l'Internazionale (Italie-UCI).*

Vendredi 18 juin, près de Novare, dans le nord de l'Italie, un ouvrier de 37 ans, Adil Belakhdim, a été renversé et tué par un camion. Cet ouvrier, représentant syndical, participait à un sit-in devant un entrepôt Lidl, dans le cadre d'une journée de protestation appelée par les syndicats de base du secteur de la logistique pour faire annuler les 245 licenciements annoncés à la société Fedex-Tnt.



La mort tragique d'Adil est un épisode de la lutte de classe féroce en vigueur dans ce secteur, où règnent la précarité et la surexploitation.

Il n'est pas nécessaire de commenter les indignations officielles des ministres et autres politiciens. On les avait déjà entendus quelques jours plus tôt, après les attaques de nervis patronaux contre le piquet de grève des travailleurs de l'entrepôt de Lodi, qui avaient fait « découvrir » aux journalistes et même au ministre du Travail, l'exploitation effrénée de dizaines de milliers de préparateurs de commandes et manœuvres, parmi lesquels de nombreux travailleurs immigrés, soumis au chantage permanent du

renouvellement de leur titre de séjour. Cela explique d'ailleurs que personne, à part les syndicats de base, ne s'en soit jamais occupé sérieusement.

Les responsables de cet état de fait sont d'abord les patrons, petits et grands, qui utilisent un système de sous-traitance en cascade et de fausses coopératives pour baisser les salaires bien en dessous des normes contractuelles et pour prolonger les horaires au-delà de toute limite. Dans ce secteur, impossible de s'abriter derrière « la crise » pour tout justifier car, déjà en forte expansion avant la pandémie, il a encore prospéré pendant. Les patrons se sont donc remplis les poches avant et pendant la crise sanitaire.

Mais on ne peut taire les responsabilités de l'État. Tous les gouvernements des trente dernières années ont contribué à aplanir la voie pour une bourgeoisie sans scrupules, avec une série de lois qui permettent toutes les formes de précarité. Mais les patrons ne se contentent plus du paradis que leur a taillé la législation italienne. Ils en veulent davantage et ne s'embarrassent même plus des quelques lois existant encore pour protéger les travailleurs. (...)

Tout cela démontre que deux partis s'affrontent : celui des patrons et celui des travailleurs. Nous avons vu de quel côté se trouvent les gouvernements, les partis et les institutions étatiques. Les sommets des grandes centrales syndicales, quant à eux, ont été jusqu'à présent trop occupés à se montrer « respectables » aux yeux des classes dirigeantes pour se consacrer sérieusement à la défense des droits de ces travailleurs.

Mais la précarité, les licenciements et la misère ne menacent pas seulement les travailleurs de la logistique, les ouvriers agricoles ou les manœuvres du bâtiment. Entre 2019 et 2020, le nombre de personnes en état de pauvreté absolue a augmenté d'un million en Italie :

cela représente pour la bourgeoisie un énorme réservoir de sans-travail et sans-ressources, qui pèse sur toutes les catégories et aggravera les conditions de travail dans tous les secteurs, si aucune réaction collective ne vient des travailleurs.



Aujourd'hui déjà, le chef de famille est ouvrier dans 13% des familles pauvres, suivant les critères de l'institut statistique italien. La précarité fait tache d'huile partout et devient la condition d'emploi normale des ouvriers. L'augmentation du nombre de morts au travail en est un autre signe.

Les objectifs d'une lutte d'ensemble découlent des nécessités imposées par la situation : à travail égal, salaire égal ; fin des contrats flexibles et, pour faire face aux variations des commandes et des productions, répartition des heures de travail entre tous, en maintenant les salaires ; interdiction des licenciements ; des salaires qui permettent de vivre décemment. Du travailleur de la logistique à l'infirmière, en passant par l'ouvrier de la métallurgie et le maçon, tous les travailleurs sont concernés par ces objectifs.

Dans le passé, la classe ouvrière a su mettre toute sa force dans la balance et cela a payé. Il s'agit aujourd'hui de militer pour revenir à ce genre de mobilisations. Cela concerne tous les travailleurs qui en comprennent la nécessité.

---

## Brèves Audi Bruxelles

### La crise de tous les jours

L'usine est à nouveau à l'arrêt pour manque de pièces, de même que bon nombre d'usines automobiles en Europe. Maintenant, toute une chaîne de

sous-traitants serait à l'arrêt à cause des mesures contre le covid en Malaisie. Cela s'ajoute aux embouteillages dans le port de Yantian (Chine) où 40 000 containers transitent par jour.

Un problème pour une entreprise comme Audi qui assemble une voiture de luxe avec plus de 40 sous-traitants dans le monde et pour lesquels elle a toute une politique afin de leur imposer des prix de plus en plus bas.

Ce qui fait faillite devant nos yeux, ce n'est pas la mondialisation, c'est le système capitaliste et sa course folle aux profits à tout prix !

Mais tout repose sur les travailleurs. Des travailleurs qui, dans le monde entier, sont obligés de défendre leurs salaires, leurs conditions de travail, leur santé, leur vie contre les capitalistes qui ne pensent qu'à leurs profits.

Il faudra bien que les travailleurs finissent par défendre ensemble leurs revendications, avant d'avoir la force de renverser le capitalisme !

## La triple arnaque

On « profite » du chômage pour... remplir sa déclaration fiscale. Et de constater les centaines et parfois milliers d'euros que le fisc nous réclame suite aux jours chômés.

D'abord, nous perdons du salaire, ensuite nous payons plus d'impôts que bien des milliardaires, et en plus, les allocations de chômage reçues sont financées par des cotisations retenues sur nos salaires.

Pendant ce temps, le groupe VW distribue plus de 2,4 milliards d'euros de dividendes...

---

**Suivez-nous**

**sur Facebook :**

**Lutte Ouvrière Belgique**

**E-Mail:** [contact@lutte-ouvriere.be](mailto:contact@lutte-ouvriere.be)

**Tel :** 0470-18.82.39

**Internet :** [www.lutte-ouvriere.be](http://www.lutte-ouvriere.be)

**Partagez nos publications !**